

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1919.

Projet de loi

contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice et modifiant l'article 6 des arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918 relatifs à l'état de guerre et l'état de siège.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Les ravages causés par la grande guerre, surtout en Flandre, la dure oppression qui a pesé si longuement sur la majeure partie de nos populations, les mesures de violence dont le pouvoir occupant n'a pas craint de frapper nos juridictions nationales, ont amené à tous égards, et spécialement au point de vue de l'administration de la justice, une situation troublée dont les effets se font encore sentir à l'heure actuelle.

Ce n'est que graduellement que la situation normale peut se rétablir. Pendant cette période de transition, la législature a le devoir impérieux d'intervenir en vue de faciliter le retour à l'état normal des choses.

Telle est l'idée qui a inspiré le projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations. Il comporte un ensemble de mesures, essentiellement pratiques et de caractère urgent, qui ont pour but d'assurer, sans secousses et sans interruption, le fonctionnement régulier de la justice.

L'article 1^{er} a pour but de remédier, au point de vue de la justice cantonale, à la situation difficile où se trouvent plusieurs cantons judiciaires de la Flandre Occidentale.

A leur égard, il est de toute nécessité de déroger à la rigueur de l'article 2 de la loi d'organisation judiciaire, si l'on ne veut pas, en fait, laisser ces circonscriptions sans justice de paix. Les communes ravagées, les populations éloignées de leurs foyers, les communications rares ou pénibles, tel est le triste bilan de la plupart des cantons des arrondissements judiciaires de Furnes et d'Ypres.

Une loi est évidemment nécessaire pour apporter des dérogations, même transitoires, à l'article 2 de la loi du 18 juin 1869. Mais faut-il que la loi

réalise directement, dans son texte même, les modifications jugées utiles, ou bien qu'elle confie au Pouvoir exécutif le soin de les réaliser? Le premier système aurait l'inconvénient de donner aux dispositions dérocatives à l'article 2 une fixité que la situation ne comporte pas. Celle-ci — nous l'espérons tous — peut venir à se modifier rapidement, et dans ce cas il importe que le Gouvernement puisse intervenir sans délai, soit pour rapporter la mesure décrétée, soit pour la modifier. Il serait peu pratique et peu conforme aux intérêts des justiciables d'obliger le Gouvernement à solliciter du Parlement le vote d'une série de lois, au lieu de lui permettre, en vertu d'un texte général, de prendre en cette matière les décisions appropriées aux circonstances. Le système de la délégation semble donc à tous égards préférable.

Au surplus, le principe de la délégation se trouve déjà inscrit dans l'article 1^{er} de la loi du 18 juin 1869. Aux termes de l'alinéa 2 de cet article, « le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu ». Il suffit de donner à ce principe une certaine extension pour obtenir une disposition répondant pleinement aux nécessités des circonstances actuelles.

A ce point de vue, l'article 9 de l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 relatif à l'état de guerre et à l'état de siège mérite de retenir notre attention. Cette disposition est conçue comme suit : « Lorsque les communications sont interrompues entre le siège d'une circonscription judiciaire ou le chef-lieu d'une circonscription administrative et une partie de celles-ci, le Roi peut, soit rattacher temporairement cette partie à une autre circonscription, soit transférer le siège ou le chef-lieu dans une autre localité de la même circonscription ou d'une circonscription voisine ». Ce texte donnerait toute satisfaction, si, d'une part, l'application ne s'en trouvait pas limitée aux circonstances spéciales de l'état de guerre et de l'état de siège, — alors qu'il est à craindre que la disposition qui nous occupe ne doive encore trouver son application après l'expiration du temps de guerre, — et si, d'autre part, il ne visait pas exclusivement l'hypothèse spéciale où les communications sont interrompues entre le siège d'une circonscription judiciaire et une partie de celle-ci, — alors que les difficultés proviennent actuellement bien moins de l'interruption des communications, que de l'état de destruction ou de délabrement où les opérations militaires ont réduit les localités spécialement éprouvées par le fléau de la guerre.

En résumé, l'article premier du projet emprunte son principe à l'article premier, alinéa 2, de la loi du 18 juin 1869; il emprunte l'extension de ce principe à l'article 9 de l'arrêté-loi du 11 octobre 1916; il innove, en ce qu'il autorise l'intervention des arrêtés royaux même après la fin du temps de guerre et en ce qu'il justifie ces arrêtés royaux par le triste état où se trouvent les cantons dévastés.

Aux mesures qui ont en vue le fonctionnement régulier des justices cantonales se rattachent, comme un complément naturel, celles qui ont pour objet la réorganisation du notariat dans les régions dévastées. Par suite des ravages de la guerre dans l'arrondissement de Furnes, certains notaires des

cantons de Nieuport et de Dixmude peuvent être considérés comme étant actuellement sans moyens d'existence. La situation est pire encore dans l'arrondissement d'Ypres.

La majeure partie de l'arrondissement, comprenant notamment la ville d'Ypres et les cantons de Wervicq, Messines et Passchendaele, est détruite.

Les notaires de l'arrondissement d'Ypres, à l'exception de ceux qui jouissent d'une fortune personnelle qui les met à l'abri du besoin, se trouvent ainsi, par la force même des choses, réduits littéralement à la misère.

De plus, si on se rappelle qu'avant la guerre déjà les notaires étaient trop nombreux dans les arrondissements d'Ypres et de Furnes, il faut convenir que la situation lamentable où se trouve réduit le notariat de ces malheureuses régions appelle des remèdes urgents.

Sans doute, le moyen le plus efficace de remédier à la situation n'est pas de la compétence du législateur. Le Gouvernement veillera à nommer autant que possible les notaires dont la résidence a été détruite à des places de notaires qui sont ou deviendront vacantes dans d'autres arrondissements des Flandres, et cela sans pourvoir à leur remplacement dans les arrondissements d'Ypres et de Furnes. De cette manière on parviendra à réduire le nombre des notaires de ces arrondissements et à supprimer des places dont le maintien n'est plus justifié.

Mais tous les notaires dont la résidence est détruite ne peuvent être pourvus ainsi d'une étude nouvelle. Pour ceux d'entre eux qui ne seraient pas favorisés sous ce rapport, pour ceux aussi qui désireraient, malgré tout et pour des motifs personnels, rester à leur ancienne résidence, le Gouvernement vous propose d'adopter deux mesures qui paraissent de nature à leur donner une certaine satisfaction. La première consacrée par l'article 2 consiste à donner aux notaires des arrondissements de Furnes et d'Ypres le droit d'instrumenter dans toute l'étendue de leur arrondissement; la seconde, qui fait l'objet de l'article 3, permet au Gouvernement d'assigner aux notaires des régions dévastées une résidence provisoire, même hors de leur ressort, mais dans les limites de l'arrondissement. Il est à peine besoin de faire remarquer que, dans la pensée du Gouvernement, la disposition de l'article 2 n'a nullement pour objet de trancher la grosse question de l'unité du ressort notarial. L'article 2 ne donne à cette question qu'une solution de caractère local et provisoire, inspirée exclusivement par les circonstances. Tout au plus, pourrait-on trouver que, quand les circonstances seront redevenues normales, les arrondissements d'Ypres et de Furnes pourraient offrir un excellent terrain d'expérience pour apprécier la valeur de la réforme si souvent préconisée. Mais cette face du problème n'est pas à envisager pour le moment.

Quant à l'article 3, il se fonde manifestement sur des motifs d'humanité. On ne peut obliger les notaires à résider en des communes où il leur est matériellement impossible de trouver une habitation.

L'article 4 règle spécialement la situation des tribunaux de commerce. Les dernières élections pour la désignation des membres de ces tribunaux

ont eu lieu en 1914, à l'époque ordinaire, c'est-à-dire dans le courant du mois de juillet de cette année. Pendant les années de l'occupation, il a été impossible de procéder à ces élections, qui impliquent l'observation des formalités prévues aux articles 56 et suivants de la loi d'organisation judiciaire.

D'autre part, l'article 56, alinéa 1^{er}, de cette loi dispose que « les membres des tribunaux de commerce sont élus pour deux ans ». On pourrait donc prétendre que tous les mandats des magistrats consulaires sont expirés à l'heure actuelle, si heureusement un arrêté-loi du 12 juillet 1915 n'était venu stipuler que ces mandats « sont prorogés pour la durée du temps de guerre ».

Toutefois, cet arrêté-loi qui règle provisoirement la situation des tribunaux de commerce et qui répond aux besoins les plus urgents du moment, ne supprime pas toutes les difficultés.

D'abord, la date où le temps de guerre prendra fin est incertaine. Si cette date vient à se placer avant celle où les magistrats consulaires qui seront désignés aux élections ordinaires de l'année courante pourront entrer en fonctions, c'est-à-dire avant le 1^{er} octobre 1919 (art. 55 de la loi d'organisation judiciaire), il y aurait une certaine période pendant laquelle il n'y aurait plus de magistrats consulaires en fonctions.

En second lieu, si on se tient exclusivement à l'arrêté-loi du 12 juillet 1915, il viendra nécessairement un jour — celui qui marquera la fin du temps de guerre — où les mandats viendront à expiration, et cela tous ensemble. Il faudra bien alors procéder au renouvellement intégral de ces mandats, et on se demande comment, dans ce cas, il sera possible de maintenir dans les tribunaux de commerce le roulement annuel réglementaire, à moins de faire désigner une moitié des membres pour un an seulement et de déroger ainsi à l'article 56, alinéa 1^{er}, de la loi.

Une troisième difficulté se présente en ce qui concerne la rééligibilité, réglée par l'article 56, alinéa 2, de la loi. Les juges effectifs peuvent être élus trois fois de suite (2 ans + 2 ans + 2 ans); après quoi, ils ne sont rééligibles qu'après un an d'intervalle. Il en est de même des présidents et vice-présidents, avec cette différence qu'ils peuvent être nommés pour trois périodes biennales (2 ans + 2 ans + 2 ans), même si, au moment de leur première élection, ils avaient déjà plusieurs années de judicature comme juges effectifs. Tel est le système de l'article 56, alinéa 2, et s'il faut l'appliquer rigoureusement, s'il faut compter comme années de judicature réelle les quatre années de l'occupation, il s'ensuivra que, cette année, tous ou presque tous les magistrats effectifs toucheront au terme de leur période de rééligibilité. Faudra-t-il donc, par exemple, au tribunal de commerce de Bruxelles, élire, d'un seul coup, un personnel entièrement nouveau? Et en supposant que les candidats ne manquent pas, n'y a-t-il pas du moins un inconvénient sérieux à rompre brusquement, par un renouvellement complet du personnel, les traditions d'une juridiction aussi importante?

Pour couper court à ces difficultés, l'article 4 propose un moyen fort simple : il proroge de quatre ans le mandat des magistrats consulaires dési-

gués aux élections ordinaires en 1913 et 1914. Le mandat effectif de ces magistrats sera donc, non pas de deux ans, comme le veut l'article 56, alinéa 1^{er}, de la loi, mais de 2 ans + 4 ans. Cette dérogation à la loi se justifie sans peine : sans compter que les élections n'ont pu avoir lieu pendant l'occupation ennemie, il est évident que ces quatre années ont été des années de judicature très différentes de celles du temps normal.

L'article 4, alinéa 1^{er}, ajoute que les « magistrats consulaires élus à d'autres époques, pour remplacer les précédents, achèveront le terme ainsi prorogé ». Il n'était peut-être pas rigoureusement indispensable de le dire, puisque l'alinéa final de l'article 38 de la loi dispose que « dans ce cas, le membre élu achève le terme de celui qu'il remplace ». Mais il était bon de ne laisser planer aucun doute sur la question.

Les membres élus à d'autres époques qu'à l'époque ordinaire achèveront donc le mandat de ceux qu'ils remplacent, non pas simplement le mandat de 2 ans prévu par l'article 56, mais le mandat de 2 ans + 4 ans, tel qu'il résulte de la prorogation octroyée par l'article 2 du projet.

Cette prorogation écarte les inconvénients signalés plus haut. En effet, d'une part, la date de l'expiration des mandats devient une date certaine : les mandats des magistrats consulaires élus à l'époque ordinaire en 1913 et en 1914 expireront, les premiers le 30 septembre 1919, et les seconds le 30 septembre 1920. D'autre part, aucune difficulté ne se présentera au point de vue du roulement : les élections ordinaires auront lieu cette année pour la série sortante, absolument comme avant la guerre ; en somme, si l'art. 4 est adopté, les tribunaux de commerce se trouveront en 1919 et 1920 exactement dans la situation où ils se seraient trouvés en 1913 et 1916, si la guerre n'avait pas éclaté. Et cela est vrai même en ce qui concerne la rééligibilité, puisque l'alinéa 2 de l'article 4 ajoute qu'à ce point de vue il ne sera tenu aucun compte des quatre années de l'occupation.

L'article 5 règle une situation qui appelle l'intervention urgente du législateur. Les assises du premier trimestre de l'année 1919 devront s'ouvrir à bref délai. Par suite de l'abstention des députations permanentes, les listes de jurés qui auraient dû être dressées en exécution de l'article 102 de la loi d'organisation judiciaire n'ont pu l'être en temps utile.

Déjà en 1917, les députations permanentes avaient été obligées de dresser les listes générales prévues à l'article 102 en se basant sur des listes électorales et sur des relevés fiscaux qui n'avaient pas trait à l'année courante. Les circonstances justifiaient d'ailleurs absolument ces mesures d'expédients. Mais en 1918, les députations permanentes se trouvant supprimées par le fait du pouvoir occupant, les listes générales ne furent pas dressées, ni transmises aux présidents des tribunaux de 1^{re} instance, comme l'exige l'art. 102 de la loi. Dans ces conditions, une loi est indispensable pour assurer la régularité des arrêts à rendre prochainement par les Cours d'assises. Le plus simple est de décider que les listes de jurés définitivement arrêtées par les Cours d'appel à la fin de l'année 1917 pour le service du jury de l'année suivante, serviront au tirage au sort des jurés pendant l'année 1919. Tel est l'objet de l'article 5.

Quant au tirage au sort des quatre jurés supplémentaires prévu à l'article 108, comme il est de principe qu'il doit se faire non parmi les jurés résidant au chef-lieu qui ont été maintenus sur la liste réduite conformément aux articles 103 et 104, mais parmi tous les citoyens résidant au chef-lieu qui figurent sur la liste primitive du jury (v. *Pandectes belges*, V^e Cour d'assises, n° 565), l'alinéa 2 de l'article 5 dispose qu'on utilisera les listes générales dressées en dernier lieu par les députations permanentes.

Des mesures sont d'ailleurs nécessaires non seulement pour autoriser la tenue des assises pendant l'année courante, mais encore pour leur permettre de faire face à la lourde tâche qui les attend. Par suite de la suspension de la justice nationale, un grand nombre d'affaires criminelles sont restées en souffrance.

D'autre part, la période troublée que nous traversons a été malheureusement l'occasion d'un nombre très considérable d'infractions spéciales, que la disposition transitoire du présent projet de loi enlève à la compétence des juridictions militaires, comme devrait le faire, en tout cas, tôt ou tard, la levée de l'état de siège.

Si l'arriéré judiciaire est toujours un mal, il entraîne des conséquences particulièrement graves en cette matière qui met en jeu l'honneur, la liberté et la vie même des citoyens.

En vue de permettre l'écoulement rapide de l'arriéré, — et aussi pour empêcher qu'il ne se reforme à l'avenir, — les articles 6, 7, 8 et 9 organisent la pluralité facultative des Cours d'assises. Le premier président de la Cour d'appel pourra décider qu'il sera formé deux ou plusieurs Cours d'assises qui siégeront soit au même chef-lieu, soit aux chefs-lieux d'autres arrondissements judiciaires de la même province.

Pour le surplus, il n'est pas dérogé aux lois relatives à la composition et à la tenue des Cours d'assises, ni à celles qui concernent l'examen et le jugement des causes.

Toutefois, l'article 9 apporte une modification au texte de l'article 92, 3^e, de manière à donner plus de latitude quant au choix de l'officier du ministère public. Dorénavant, le siège du ministère public pourra être occupé soit par le Procureur Général ou l'un de ses substituts, soit par le Procureur du Roi ou l'un de ses substituts, et cela même dans la province où siège la Cour d'appel. Le texte porte que l'officier du ministère public devra être délégué par le Procureur général. Il est entendu que cette délégation ne doit pas être expresse et résulte de la seule présence du magistrat délégué (Cass., 8 juin 1865. *Pas.*, p. 249).

L'article 10 se justifie par la situation actuelle des Parquets près les tribunaux de première instance qui sont encombrés d'affaires de tous genres qu'ils doivent faire instruire et juger. Leur arriéré est considérable et provient surtout de la suspension pendant neuf mois environ de leur activité.

Dans certains parquets, le nombre des substituts est trop restreint pour leur permettre de liquider cet arriéré.

A cet égard, la situation au Parquet de Bruxelles est caractéristique.

Une statistique élaborée le 24 février 1919 donne les chiffres suivants :

1. Informations par le Parquet au sujet de crimes contre la sûreté de l'État ou concernant des étrangers suspects, du 17 novembre 1918 au 24 février 1919 : 9,000.

2. Crimes contre la sûreté de l'État dont les juges d'instruction étaient saisis le 24 février 1919 : 1,250.

Dans ces dernières affaires, 300 prévenus étaient en détention préventive.

3. Quant aux infractions de droit commun : du 1^{er} janvier au 24 février 1919, 6,234 procès-verbaux étaient entrés au Parquet ; le 24 février 1919, 3,853 affaires étaient en instruction et 2,554 étaient en état d'être jugées.

Enfin, à ces chiffres il y a lieu d'ajouter environ 20,000 dossiers qui sont encore en attente au Parquet et remontent à la période de la suspension des travaux judiciaires.

Cette situation n'est pas spéciale au Parquet de Bruxelles. Pour y remédier, le projet propose un moyen pratique qui ne préjuge pas de l'avenir et permet d'augmenter provisoirement le nombre des substituts dans les Parquets où le besoin s'en manifeste.

Ce moyen consiste à donner, pendant le délai d'un an, au Gouvernement le droit de nommer, dans les Parquets où le besoin s'en fait sentir, des « substituts de complément », qui seront placés au point de vue de la discipline, du traitement et de la pension sur le même pied que les substituts effectifs et qui entreront dans les cadres des substituts effectifs au fur et à mesure des vacances ; le nombre des substituts sera ainsi ramené, au bout d'un certain temps, au nombre légal actuel.

Il est certain que le développement de l'activité actuelle des Parquets de 1^{re} instance, qui deviendra encore plus intense par la création de substituts du Procureur du Roi de complément prévue par le projet de loi, entraînera un supplément de travail très appréciable pour les magistrats du Parquet d'appel.

Aussi le projet, par une disposition analogue à celle qui est proposée pour les Parquets de 1^{re} instance, accorde-t-il au Gouvernement la faculté de nommer au sein des Parquets généraux des substituts du Procureur Général de complément. Il pourra être nommé, en vertu de l'article 11, deux substituts du Procureur Général de complément à Bruxelles, un à Gand et un à Liège.

L'article 12 apporte une modification aux articles 189 et 190 de la loi du 18 juin 1869. D'après ces articles, les magistrats prennent sur les listes de rang la place qui leur revient, d'après l'ordre de leur nomination.

L'article nouveau règle la situation du magistrat qui, après avoir cessé ses fonctions, y est réintégré.

Doit-il reprendre sur ces listes de rang la place qu'il y occupait auparavant, ou bien va-t-il prendre rang à la suite de collègues qui, dans l'ordre des nominations, occupent une place postérieure à la sienne ?

Dans nombre de cas, adopter la seconde solution serait peu équitable, léserait les intérêts légitimes des magistrats en cause et risquerait même de compromettre leur avancement.

On ne pourrait, sans injustice, appliquer cette solution aux magistrats qui, pendant la guerre, ont abandonné leurs fonctions primitives, pour

offrir leur activité à l'État dans une autre sphère où leurs services étaient momentanément plus utiles.

Il serait injuste que ces magistrats, ayant démissionné de leurs anciennes fonctions et y étant ensuite réintégrés, fussent privés de leur rang et de leur ancienneté.

Le projet, en accordant au Gouvernement « la faculté » de faire intervenir en faveur de tout magistrat réintégré dans ses anciennes fonctions un arrêté royal lui rendant son rang et son ancienneté, paraît sauvegarder les intérêts légitimes tout en permettant d'apprécier chaque cas en particulier.

L'article 13 abroge et remplace l'arrêté-loi du 12 juillet 1915 relatif à la prorogation des mandats d'ordre judiciaire ou administratif, dépendant du Ministère de la Justice.

Certes, c'est surtout en ce qui concerne les mandats des magistrats consulaires qu'il importe de modifier cet arrêté-loi : à ce point de vue il est remplacé par l'article 4 du projet.

Mais il n'en est pas moins vrai que, même en ce qui concerne les juges d'instruction, les juges des enfants et la généralité des agents visés à l'arrêté-loi, la prorogation des mandats « pour la durée du temps de guerre », c'est-à-dire pour une durée dont l'échéance est incertaine, offre de sérieux inconvénients. Il a paru préférable de substituer à cette période, dont le terme ne peut être prévu, un laps de temps fixe d'une durée de trois mois, à compter du jour de l'entrée en vigueur de la loi.

L'article 14 du projet donne compétence, en temps de guerre, à la juridiction militaire, pour juger toutes les infractions commises dans un but d'espionnage. En complétant, à cet égard, l'article 16 de la loi du 15 juin 1899, nous adoptons une règle universellement admise, qui confie aux tribunaux militaires, spécialement qualifiés pour veiller à la sécurité de l'armée, la mission de juger les faits d'espionnage commis en temps de guerre.

C'est également un principe juridique indiscutable qu'applique l'article 15, complétant l'article 26 de la loi du 15 juin 1899 : il est naturel et logique que, dans le cas de connexité visé, la juridiction commune l'emporte sur la juridiction spéciale.

Bien que l'heure de lever l'état de siège ne lui paraisse pas encore venue, le Gouvernement estime que, dans l'état actuel du pays rendu à la vie nationale, rien ne fait plus obstacle à ce que les juridictions ordinaires reprennent leur activité normale. Une impérieuse nécessité de défense justifiait seule la compétence exceptionnelle dont les arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918 investissaient la juridiction militaire dans les territoires en état de siège.

Pareille nécessité n'existe plus ; c'est pourquoi une disposition transitoire met fin à cette compétence, en n'exceptant que le cas où la prévention a été jugée par le conseil de guerre avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi : c'est la cour militaire qui, dans ce cas, connaîtra l'appel. Le texte consacre expressément ici, en matière de rétroactivité, une règle appliquée par la jurisprudence.

La même disposition règle le sort des inculpés présentement déferés à la juridiction militaire en vertu des dits arrêtés-lois et qui se trouvent en état de détention préventive : elle les restitue au droit commun.

L'exposé qui précède montre assez que si le projet de loi qui vous est soumis n'est pas de ceux qui appellent de longues discussions, il n'en offre pas moins une réelle importance. Le Gouvernement se permet d'insister pour que vous vouliez bien l'adopter rapidement. Le moindre retard apporté au vote de ces dispositions, spécialement de l'article 5, risquerait de compromettre les intérêts les plus graves.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.



PROJET DE LOI

contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice et modifiant l'article 6 des arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918 relatifs à l'état de guerre et à l'état de siège.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Lorsque, par suite des opérations militaires, un canton judiciaire a subi des destructions et des dévastations graves, le Roi peut, soit rattacher temporairement ce canton, en tout ou en partie, à un canton voisin, soit transférer le siège de la Justice de Paix dans une autre localité du même canton ou d'un canton voisin.

WETSONTWERP

tot vaststelling van maatregelen om de geregelde werking van het gerecht te verzekeren en tot wijziging van artikel 6 der besluit-wetten van 11 October 1916 en 16 November 1918 betreffende den staat van oorlog en den staat van beleg.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Wanneer in een rechterlijk kanton, ten gevolge der krijgsverrichtingen, zware vernielingen en verwoestingen zijn aangericht, kan de Koning tijdelijk dit kanton, geheel of ten deele, aan een naburig kanton toevoegen, of den zetel van het vrederecht naar eene andere plaats van hetzelfde kanton of van een naburig kanton overbrengen.

ART. 2.

Par dérogation aux articles 5 et 6 de la loi du 23 ventôse an XI, les notaires des arrondissements judiciaires d'Ypres et de Furnes, sont autorisés à instrumenter dans toute l'étendue de l'arrondissement où ils résident.

ART. 3.

Le Gouvernement est autorisé à assigner une résidence provisoire, même hors de leur ressort, aux notaires des arrondissements d'Ypres et de Furnes dont la résidence est détruite. Toutefois, la résidence provisoire ne peut être fixée hors des limites de l'arrondissement.

ART. 4.

Par dérogation à l'article 56 de la loi du 18 juin 1869, modifiée par l'article 4 de la loi du 24 juin 1913, le mandat des magistrats consulaires élus en 1913 et 1914, à l'époque ordinaire, est prorogé de quatre années. Les magistrats consulaires élus à d'autres époques, pour remplacer les précédents, achèveront le terme ainsi prorogé.

Il ne sera tenu aucun compte de ces quatre années au point de vue de la rééligibilité.

ART. 5.

Les listes de jurés définitivement arrêtées par les Cours d'appel à la fin de l'année 1917 pour le service du jury de l'année suivante, conformément à l'article 104 de la loi du 18 juin 1869, modifié par l'article 3

ART. 2.

Met afwijking van de artikelen 5 en 6 der wet van 23 Ventôse jaar XI, is het den notarissen uit de rechterlijke arrondissementen Yperen en Veurne, toegelaten hun ambt in gansch de uitgestrektheid van het arrondissement, waar zij hunne standplaats hebben, waar te nemen.

ART. 3.

De Regceering kan aan de notarissen uit de arrondissementen Yperen en Veurne, wier standplaats vernietigd is, eene voorloopige standplaats, zelfs buiten hun ambtsgebied, aanwijzen. Deze voorloopige standplaats mag echter niet buiten de grenzen van het arrondissement gelegen zijn.

ART. 4.

Met afwijking van artikel 56 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd door artikel 4 der wet van 24 Juni 1913, wordt het mandaat der in 1913 en in 1914 op het gewone tijdstip verkozen handelsrechters met vier jaar verlengd. De op andere tijdstippen, ter vervanging der vorige verkozen handelsrechters voleinden den aldus verlengden termijn.

Ten opzichte van de herkiesbaarheid wordt met deze vier jaar geen rekening gehouden.

ART. 5.

De lijsten van gezworenen, door de Hoven van beroep op het einde van het jaar 1917 voor den dienst der jury van het volgende jaar voorgoed vastgesteld overeenkomstig artikel 104 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd

de la loi du 22 février 1908, serviront au tirage au sort des jurés pendant l'année 1919.

Pour le tirage au sort des quatre Jurés supplémentaires prévus à l'article 108 de la loi du 18 juin 1869, modifié par l'article 3 de la loi du 22 février 1908, on utilisera les listes dressées en dernier lieu par les députations permanentes, conformément à l'article 102.

ART. 6.

Si le nombre ou l'importance des affaires renvoyées devant une Cour d'assises le requiert, il peut être formé plusieurs Cours d'assises dans la même province.

Ces cours siègent concurremment soit au même chef-lieu, soit aux chefs-lieux de différents arrondissements judiciaires.

ART. 7.

Le premier président de la Cour d'appel du ressort, statuant sur les réquisitions du Procureur général, décide s'il y a lieu d'appliquer cette mesure; en ce cas, il consigne sa décision dans l'ordonnance prévue par les articles 90, 91 et 92 de la loi d'organisation judiciaire et il délègue plusieurs membres de la Cour d'appel à l'effet de présider respectivement chacune des Cours d'assises ainsi constituées.

Dans ce cas, il est procédé conformément à l'article 108 de la loi du 18 juin 1869 modifié par l'article 3 de la loi du 22 février 1908 à un tirage au sort du jury de session ou de série pour chacune des Cours d'assises.

door artikel 5 der wet van 22 Februari 1908, worden gebruikt ter aanwijzing bij loting van de gezworenen tijdens het jaar 1919.

Ter aanwijzing bij loting van de vier bijgevoegde gezworenen, bij artikel 108 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd door artikel 3 der wet van 22 Februari 1908, voorzien, wordt gebruik gemaakt van de lijsten door de bestendige deputatiën laatstelijk opge maakt overeenkomstig artikel 102.

ART. 6.

Waar het aantal of het gewicht der vóór een Hof van Assisen gebrachte zaken dit eischt, kunnen in dezelfde provincie verscheidene Hoven van assisen worden opgericht.

Die Hoven komen tegelijkertijd hetzij in dezelfde hoofdplaats, hetzij in de hoofdplaatsen van verscheidene rechterlijke arrondissementen bijeen.

ART. 7.

De eerste Voorzitter van het Hof van Beroep van het rechtsgebied, beschikkende op de vordering van den Procureur-Generaal, beslist of deze maatregel dient toegepast; in dit geval legt hij deze beslissing vast in het bevelschrift, bij de artikelen 90, 91 en 92 der wet op de rechterlijke inrichting voorzien, en geeft aan verscheidene leden van het Hof van beroep opdracht om respectievelijk ieder der aldus ingestelde Hoven van assisen voor te zitten.

In dit geval wordt, overeenkomstig artikel 108 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd door artikel 3 der wet van 22 Februari 1908, overgegaan ter aanwijzing bij loting van de jury van den zittijd of van de reeks voor elk Hof van assisen.

ART. 8.

Le premier président de la Cour d'appel du ressort fait entre les diverses Cours d'assises d'une même province la distribution des différentes causes renvoyées, aussitôt que seront intervenus les arrêts de renvoi.

ART. 9.

L'article 92 de la loi du 18 juin 1869 est modifié comme suit :

« 5^o Du procureur général ou d'un officier du ministère public délégué par lui et choisi, soit dans le Parquet d'appel, soit dans le Parquet de première instance de l'arrondissement où siège la Cour d'assises. »

ART. 10.

Pendant le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Roi peut nommer, auprès de chaque tribunal de première instance, un substitut du Procureur du Roi de complément. Il en peut nommer plusieurs auprès des tribunaux de 1^{re} instance où il y a plusieurs substituts du Procureur du Roi, sans que leur nombre puisse dépasser le tiers du nombre légal actuel des substituts effectifs. Les substituts du Procureur du Roi de complément sont choisis parmi les personnes réunissant les conditions légales pour être nommés substituts du Procureur du Roi.

Les substituts du Procureur du Roi de complément prendront rang dans l'ordre de leur nomination, sans pres-

ART. 8.

De Eerste Voorzitter van het Hof van beroep van het rechtsgebied verdeelt onder de verscheidene Hoven van Assisen in een zelfde provincie de verschillende vóór het Hof verzonden zaken, zoodra de arresten tot verzending gevallen zijn.

ART. 9.

Artikel 92 der wet van 18 Juni 1869 is als volgt gewijzigd :

« 5^o Den Procureur-Generaal of een door hem afgevaardigden ambtenaar van het Openbaar Ministerie, gekozen hetzij uit het parket van het Hof van beroep, hetzij uit het parket van 1ⁿ aanleg van het arrondissement waar het Hof van assisen zetelt. »

ART. 10.

Gedurende den tijd van één jaar, ingaande met het in werking treden dezer wet, kan de Koning, bij elke rechtbank van eersten aanleg een bijgevoegd substituut-procureur des Konings aanstellen. Bij de rechtbanken van eersten aanleg waar verscheidene substituut-procureuren des Konings zijn, kan hij er verscheidene aanstellen zonder dat hun aantal het derde van het tegenwoordig wettelijk aantal der werkelijke substituut-procureuren moge te boven gaan. De bijgevoegde substituut-procureuren des Konings worden gekozen uit de personen die voldoen aan al de wettelijke voorwaarden om tot substituut-procureur des Konings benoemd te kunnen worden.

De bijgevoegde substituut-procureuren des Konings nemen, volgens de orde hunner benoeming en zonder

tation nouvelle de serment, dans le cadre des substituts du Procureur du Roi près le Tribunal auquel ils sont affectés, et ce au fur et à mesure des vacances qui se produiront.

Les substituts du Procureur du Roi de complément sont assimilés aux substituts effectifs au point de vue des attributions, de la discipline, des traitements et de la pension.

ART. 11.

Pendant le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Roi peut nommer auprès des Cours d'Appel de Gand et de Liège un substitut du Procureur général de complément et, auprès de la Cour d'Appel de Bruxelles, deux substituts du Procureur général de complément, choisis parmi les personnes réunissant les conditions légales pour être nommées substituts du Procureur général.

Les substituts du Procureur général de complément prendront rang dans l'ordre de leur nomination et sans prestation nouvelle de serment, dans le cadre des substituts du Procureur général près la Cour à laquelle ils sont affectés, et ce, au fur et à mesure des vacances qui se produiront.

Les substituts du Procureur général de complément sont assimilés aux substituts du Procureur général effectifs au point de vue des attributions, de la discipline, des traitements et de la pension.

ART. 12.

Tout magistrat de l'ordre judiciaire qui, après avoir cessé ses fonctions, y est réintégré, peut être autorisé par

nieuwe eedaflegging, rang in het kader der substituut-procureuren des Konings bij de rechtbank waaraan zij verbonden zijn, en wel naar gelang van de openvallende plaatsen.

De bijgevoegde substituut-procureuren des Konings zijn, wat bevoegdheid, tucht, bezoldiging en pensioen aangaat, gelijkgesteld met de werkelijke substituut-procureuren des Konings.

ART. 11.

Gedurende den tijd van één jaar, ingaande met het in werking treden dezer wet, kan de Koning bij de Hoven van beroep te Gent en te Luik een bijgevoegd substituut procureur-generaal en, bij het Hof van Beroep te Brussel, twee substituut-procureuren-generaal aanstellen, gekozen uit de personen die voldoen aan al de wettelijke voorwaarden, om tot substituut-procureur-generaal benoemd te kunnen worden.

De bijgevoegde substituut-procureuren-generaal nemen, volgens de orde hunner benoeming en zonder nieuwe eedaflegging, rang in het kader der substituut-procureuren-generaal bij het Hof waaraan zij verbonden zijn, en wel naar gelang der openvallende plaatsen.

De bijgevoegde substituut-procureuren-generaal zijn, wat bevoegdheid, tucht, bezoldiging en pensioen aangaat, gelijkgesteld met de werkelijke substituut-procureuren-generaal.

ART. 12.

Ieder magistraat van de rechterlijke orde, die, na zijn ambt te hebben neergelegd, weder in zijn ambt wordt

arrêté royal à reprendre sur les listes de rang prévues aux articles 189 et 190 de la loi du 18 juin 1869 la place qu'il y aurait occupée s'il ne les avait pas quittées.

ART. 13.

Sont prorogés pour une durée de trois mois à compter du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, les mandats des juges d'instruction, des juges des enfants et généralement tous les mandats d'ordre judiciaire ou administratif dépendant du Ministère de la Justice, dont le renouvellement exigerait un arrêté royal ou ministériel.

L'arrêté-loi du 12 juillet 1913 est abrogé.

ART. 14.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 16 de la loi du 13 juin 1899, comprenant le titre premier du Code de procédure pénale militaire : « Il en est de même des auteurs et complices de toutes infractions commises dans un but d'espionnage. »

ART. 15.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 26 de la même loi : « Lorsqu'une infraction qui ressortit à la juridiction militaire est connexe à une infraction qui ressortit à la juridiction ordinaire, elles sont jugées l'une et l'autre par la juridiction ordinaire. »

gesteld, kan, bij koninklijk besluit, machtiging bekomen om op de ranglijsten, bij de artikelen 189 en 190 der wet van 18 Juni 1869 voorzien, de plaats te hernemen welke hij zou hebben bekleed indien hij zijn ambt niet had neergelegd.

ART. 13.

Met drie maand, ingaande met den dag waarop deze wet in werking treedt, worden de mandaten verlengd van de onderzoeksrechters, de kinderrechters en over het algemeen al de mandaten van rechterlijken of administratieven aard, die van het Ministerie van Justitie afhangen, en die anders bij koninklijk of bij ministerieel besluit hernieuwd zouden behoeven te worden.

De besluit-wet van 12 Juli 1913 is ingetrokken.

ART. 14.

Volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 16 der wet van 15 Juni 1899, inhoudende den eersten titel van het Wetboek van militaire strafvordering :

« Hetzelfde geldt voor de daders van en medeschuldigen aan alle inbreuken, gepleegd met het oog op verspieding. »

ART. 15.

Volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 26 derzelfde wet :

« Wanneer eene inbreuk, die tot de bevoegdheid der militaire rechtsmacht behoort, samenhangt met eene inbreuk die tot de bevoegdheid der gewone rechtsmacht behoort, worden beide door de gewone rechtsmacht berecht. »

Disposition transitoire.

Par dérogation aux arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918, relatifs à l'état de guerre et à l'état de siège, les crimes et délits prévus par les articles 101 à 156 et 322 à 326 du Code pénal seront, à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, jugés par la juridiction ordinaire dans tous les cas où la juridiction militaire n'est pas compétente en vertu du Code de procédure pénale militaire.

Toutefois, la Cour militaire connaîtra de l'appel, si la prévention a été jugée par Conseil de guerre, avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les inculpés soumis à la juridiction militaire par application des dits arrêtés-lois pour un de ces crimes et délits et qui sont détenus conformément au Code de procédure pénale militaire, seront mis en liberté, si, dans les quinze jours à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, un mandat d'arrêt n'a pas été décerné contre eux conformément à la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} avril 1919.

Overgangsbepaling.

Met afwijking van de besluit-wetten van 11 October 1916 en 16 November 1918, betreffende den staat van oorlog en den staat van beleg, worden de bij artikelen 101 tot 156 en 322 tot 326 van het Strafwetboek voorziene misdaden en wanbedrijven, door de gewone rechtsmacht, te rekenen van het in werking treden dezer wet, be-recht telkens de militaire rechtsmacht krachtens het wetboek van militaire strafvordering niet bevoegd is.

Het krijgsgerechtshof neemt evenwel kennis van het beroep, indien over het ten laste gelegde feit door een krijgsraad werd uitspraak gedaan vóór het in werking treden dezer wet.

De, ter zake van een dezer misdaden en wanbedrijven, bij toepassing van gemelde besluit-wetten, vóór den militairen rechter gebrachte beschuldigten, die overeenkomstig het Wetboek van militaire strafvordering gevangen zijn gezet, worden in vrijheid gesteld indien, binnen vijftien dagen na het in werking treden dezer wet, geen bevel tot aanhouding tegen hen werd uitgevaardigd overeenkomstig de wet van 20 April 1874 op de voorloopige inhechtenisneming.

Gegeven te Brussel, den 1^o April 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 APRIL 1919.

Wetsontwerp

tot vaststelling van maatregelen om de geregelde werking van het gerecht te verzekeren en tot wijziging van artikel 6 der besluit-wetten van 11 October 1916 en 16 November 1918 betreffende den staat van oorlog en den staat van beleg.

Memorie van Toelichting

MIJNE HEEREN,

De verworstingen in ons land, en vooral in Vlaanderen, door den grooten oorlog aangericht, de harde verdrukking waaronder het grootste gedeelte onzer bevolking zoo lang gebukt ging, de dwangmaatregelen waarmee de bezetter niet geaarzeld heeft 's lands rechtsmacht te treffen, hebben op alle gebied, en inzonderheid op gebied van rechtsbedeeling, een verwarden toestand in 't leven geroepen, waarvan thans nog de nawerking wordt gevoeld.

De normale toestand kan slechts trapsgewijze hersteld worden. Gedurende dezen overgangstijd, heeft de wetgevende macht tot gebiedenden plicht te zorgen voor een meer gemakkelijken terugkeer tot den normalen stand van zaken.

Aan deze grondgedachte heeft het ontwerp, dat de Regeering de eer heeft U ter overweging aan te bieden, zijn ontstaan te danken. Dat ontwerp behelst een stel maatregelen, in wegen van practischen en dringenden aard, die ten doel hebben, geleidelijk en zonder onderbreking, eene regelmatige rechtsbedeeling te verzekeren.

Het eerste artikel heeft ten doel, ten opzichte van het kantongerecht, in den moeilijken toestand te voorzien, waarin een aantal rechterlijke kantons van West-Vlaanderen verkeerden.

Wat hen betreft, is het volstrekt noodig van een strenge toepassing van artikel 2 der wet op de rechterlijke inrichting af te zien, wil men die gebieden in feite niet zonder vredegerecht laten. Verwoeste gemeenten, uit hare haardsteden verdreven bevolkingen, schaarsche of lastige verkeersmiddelen,

ziedaar het treurige beeld dat de meeste kantons der rechterlijke arrondissementen Veurne en Yperen te zien geven.

Om wijzigingen, zelfs van tijdelijken aard, aan artikel 2 der wet van 18 Juni 1869 toe te brengen, is natuurlijk eene wet noodig. Maar dient daarom de wet, in haren tekst zelf, de raadzaam geachte wijzigingen rechtstreeks te verwezenlijken, of kan zij aan de uitvoerende macht de zorg overlaten daarin te voorzien? Tegen het eerste stelsel geldt het bezwaar, dat de van artikel 2 afwijkende bepalingen een karakter van duurzaamheid zouden krijgen, die met den toestand niet overeenkomt. Die toestand, naar wij allen hopen, kan spoedig verbeteren en in dit geval moet de Regeering onverwijld kunnen optreden hetzij om de getroffen maatregel weêr in te trekken, 't zij om er wijzigingen aan toe te brengen. Het ware weinig praktisch en, met het oog op de belangen der justiciabelen, niet zoo heel wenschelijk, werd de Regeering er toe verplicht bij het parlement de aanneming van een reeks wetten aan te vragen; beter ware 't, mocht zij in staat worden gesteld, krachtens een algemeenen wetstekst, op dit stuk de bij de omstandigheden passende beslissingen te nemen. Het stelsel om dit der regeering in opdracht te geven blijkt dus alleszins verkieslijk.

Het beginsel om zulke opdracht te geven ligt trouwens reeds besloten in het eerste artikel der wet van 18 Juni 1869. Naar luid van het 2^o lid van dit artikel « mag de Koning, indien de behoeften van den dienst het toelaten, een vrederechter gelasten een aangrenzend kanton te bedienen. » Aan dit beginsel volstaat het een zekere uitbreiding te geven, om tot eene schikking te komen, die ten volle aan de behoeften van de tegenwoordige omstandigheden voldoet.

Op dat gebied, verdient artikel 9 der besluit-wet van 11 October 1916, betreffende den staat van oorlog en den staat van beleg, onze aandacht. Deze bepaling luidt als volgt : « Wanneer het verkeer tusschen den zetel eener rechterlijke omschrijving of de hoofdplaats eener bestuurlijke omschrijving en een gedeelte dezer, onderbroken is, kan de Koning ofwel dit gedeelte tijdelijk bij een andere omschrijving toevoegen, ofwel den zetel of de hoofdplaats overbrengen in een andere plaats van dezelfde, of van een naburige omschrijving. » Deze tekst zou volstaan, ware van den eenen kant de toepassing ervan niet beperkt tot de bijzondere voorwaarden van den staat van oorlog en den staat van beleg — terwijl gevreesd mag worden dat de betrokken beschikking nog van toepassing zal moeten blijven na den tijd van oorlog — en ware het van den anderen kant niet, dat daarbij slechts wordt voorzien in de bijzondere onderstelling dat tusschen den zetel eener rechtsmacht en een gedeelte dezer, het verkeer is verbroken — terwijl de moeilijkheden thans veel minder het gevolg zijn van onderbroken verkeersmogelijkheden, dan wel van den staat van verwoesting en verval waarin door den oorlog bijzonder geteisterde plaatsen uit hoofde van de krigsgebeurtenissen verkeerden.

Kortom, het eerste artikel van het ontwerp ontleent zijn principieel aan het eerste artikel, 2^e lid, der wet van 18 Juni 1869; de uitbreiding van dit principieel wordt ontleend aan artikel 9 der besluit-wet van 11 October 1916;

het voert eene nieuwigheid in, daar waar het de tussehenkomst van koninklijke besluiten toelaat, zelfs na den oorlogstijd, en waar het die koninklijke besluiten rechtvaardigt door den treurigen toestand der verwoeste kantons.

Bij de maatregelen, die de regelmatige werking der kantongerechten beoogen, komen zich natuurlijkerwijze deze voegen, welke het herinrichten van het notariaat in de verwoeste streken ten doel hebben. Ten gevolge van de verwoestingen door den oorlog in het arrondissement Veurne aangericht, mogen zekere notarissen uit de kantons Nieuwpoort en Diksmuide aanzien worden als zijnde thans zonder middelen van bestaan. In het arrondissement Yperen is de toestand nog erger.

Het arrondissement, met inbegrip namelijk van de stad Yperen en van de kantons Wervicq, Meesen en Passchendaele, is grootendeels vernield.

De notarissen van 't arrondissement Yperen, behalve die welke over een eigen vermogen beschikken, verkeerden uit den aard der zaak letterlijk in ellende. Houdt men daarbij rekening met het feit, dat reeds vóór den oorlog, het aantal notarissen in de arrondissementen Yperen en Veurne overdreven was, dan moet men erkennen dat de jammerlijke toestand waarin het notariaat in deze ongelukkige streken verkeert, het nemen van maatregelen dringend eischt.

Gewis, het doeltreffendste middel om den toestand te verhelpen behoort niet tot de bevoegdheid van den Wetgever. De Regeering zal er zooveel mogelijk zorg voor dragen dat de notarissen, wier standplaats verwoest werd, worden benoemd in opengevallen of open te vallen plaatsen van andere arrondissementen in Vlaanderen, zonder ze daarom in de arrondissementen Yperen en Veurne te vervangen. Aldus zal men er toe komen, het aantal notarissen in die arrondissementen te verminderen en plaatsen af te schaffen, wier behoud niet gerechtvaardigd is.

Maar, al de notarissen, wier standplaats vernield is, kunnen aldus niet worden voorzien van een nieuwe studie. Voor die onder hen, welke van dit voordeel verstoken zouden blijven, en voor die, welke ondanks alles, om redenen van persoonlijken aard, in hunne oude standplaats wenschen te blijven, stelt de Regeering u voor twee maatregelen aan te nemen, die het mogelijk zouden maken hen in zekere mate voldoening te schenken. De eerste maatregel, bij artikel 2 voorzien, bestaat hierin dat aan de notarissen der arrondissementen Veurne en Yperen, het recht wordt verleend om hun ambt in gansch de uitgestrektheid van hun arrondissement uit te oefenen; de tweede maatregel, vervat in artikel 3, geeft aan de Regeering de bevoegdheid om aan de notarissen der verwoeste streken eene voorloopige standplaats, zelfs buiten hun gebied, maar binnen de grenzen van het arrondissement, toe te kennen. Onnoodiger hier met nadruk op te wijzen dat, in den geest der Regeering, de bepaling van artikel 2 geenszins ten doel heeft het gewichtige vraagstuk der eenheid van het ambtsgebied der notarissen op te lossen. Alleen van plaatselijken en voorloopigen aard is de door art. 2 gebrachte oplossing, die uitsluitend door de omstandigheden werd ingegeven. Ten hoogste zou men, als de omstandigheden opnieuw normaal zullen zijn, de gelegenheid kunnen waarnemen om de arrondissementen Yperen

en Veurne te gebruiken als uitstekend proefterrein ter beoordeeling van de zoo vaak aangeprezen hervorming. Maar die zijde van het vraagstuk kan thans buiten beschouwing worden gelaten.

Wat artikel 5 betreft, duidelijk is het gegrond op redenen van menschevenden aard. Men kan de notarissen niet verplichten gemeenten te bewonen, waar het volstrekt onmogelijk is een huis te vinden.

Bij artikel 4 wordt inzonderheid de toestand der handelsrechtbanken geregeld. De laatste verkiezingen ter aanwijzing van de leden dezer rechtbanken, hadden in 1914, op het gewone tijdstip plaats, d. w. z. in den loop der maand Juni van dat jaar. Tijdens de bezettingsjaren, is het onmogelijk geweest nieuwe verkiezingen te doen plaats hebben welke noodzakelijker wijze aanleiding geven tot de formaliteiten voorzien bij artikelen 56 en volgende der wet op de rechterlijke inrichting.

Anderzijds, bepaalt artikel 56, 1^o lid, dezer wet dat « de leden der rechtbanken van koophandel worden gekozen voor twee jaren. » Men zou dus kunnen beweren dat al de mandaten der handelsrechters thans vervallen zijn, ware het niet dat een besluit-wet van 12 juni 1915 gelukkig bepaalt dat die mandaten « verlengd zijn voor den duur van den oorlogstijd. »

Die besluit-wet, die den toestand der rechtbanken van koophandel voorloopig regelt en in de meest dringende behoeften voorziet, ruimt echter niet al de bezwaren uit den weg.

Vooreerst is de datum, waarop de oorlogstijd een einde zal nemen, niet met zekerheid bekend. Valt die datum vóór den dag waarop de handelsrechters, die bij de gewone verkiezingen van het loopende jaar worden aangewezen, in functie kunnen treden d. w. z. vóór 1 October 1919 (artikel 55 der wet op de rechterlijke inrichting), dan zou er eene zekere tijdsruimte bestaan, gedurende welke geen handelsrechters in functie zouden zijn.

Ten tweede, bepaalt men zich bij de besluit-wet van 12 Juli 1915, dan komt er noodzakelijk een dag — nl. waarop de oorlog een einde neemt — waarop al de mandaten zullen vervallen, allen te gelijker tijd. Dan zal er wel moeten overgegaan worden tot de algeheele vernieuwing dier mandaten, en men vraagt zich af hoe het in dat geval mogelijk zal zijn om in de rechtbanken van koophandel de reglementaire jaarlijksche beurtwisseling staande te houden, ten ware men de helft der leden slechts voor één jaar verkoos en aldus afweek van het 1^o lid van artikel 56 der wet.

Een derde bezwaar doet zich voor wat betreft de herkiesbaarheid, bij het 2^o lid van artikel 56 der wet geregeld. De werkelijke rechters kunnen driemaal achter elkaar (2 jaar + 2 jaar + 2 jaar) worden verkozen : daarna kunnen zij eerst na een tusschenruimte van één jaar herkozen worden. Hetzelfde geldt wat de voorzitters en ondervoorzitters aangaat, met het gevolg dat zij benoemd kunnen worden voor drie tweejaarlijksche termijnen (2 jaar + 2 jaar + 2 jaar) zelfs al bekleeden zij, toen zij voor het eerst werden gekozen, reeds sedert verscheiden jaren het rechtersambt als werkelijk rechter. Dit is het stelsel van artikel 56, 2^o lid, en als het strikt moet worden toegepast, als die vier jaren, die de bezetting heeft geduurd, beschouwd moeten worden als vier jaren werkelijke uitoefening van het rechtersambt,

dan vloeit daaruit voort dat alle of bijna alle werkelijke rechters dit jaar het einde van hunnen tijd van herkiesbaarheid raken. Zal men, in de rechtbank van koophandel te Brussel, b. v., in eens een gansch nieuw personeel moeten kiezen? En verondersteld zijnde dat het niet aan kandidaten ontbreekt, blijft er dan ten minste nog geen ernstig bezwaar bestaan tegen het plotseling afbreken, door een volledig hernieuwen van het personeel, met de traditiën van een zoo gewichtige rechtsmacht?

Ter keering van deze bezwaren, doet artikel 4 een zeer eenvoudig middel aan de hand : het mandaat der handelsrechters, bij de gewone verkiezingen van 1913 en 1914 aangesteld, wordt met vier jaar verlengd. Het werkelijke mandaat dier rechters zal dus niet, zooals artikel 56, 1^o lid, der wet het eischt, zich uitstrekken over twee jaar, doch over 2 jaar + 4 jaar. Gemakkelijk valt deze afwijking van de wet te rechtvaardigen : nog afgezien van het feit dat de verkiezingen niet konden plaats hebben gedurende de vijandelijke bezetting, spreekt het van zelf dat die vier jaren voor het uitoefenen van het rechtersambt zeer verschillend zijn geweest van den normalen tijd.

Het 1^o lid van artikel 4 voegt daaraan toe : « De op andere tijdstippen, ter vervanging der vorige verkozen handelsrechters voleinden den aldus verlengden termijn. » Men had het misschien niet noodig moeten zeggen, aangezien de slot-afinea van artikel 58 der wet bepaalt dat « in dit geval, het gekozen lid den termijn voleindt van hem die hij vervangt. » Het bleek echter raadzaam ten deze geen twijfel te laten bestaan.

De leden, die op een ander dan het gewone tijdstip worden gekozen, zullen dus het mandaat uitdoen van degenen die zij vervangen, niet alleen het mandaat van 2 jaar, dat bij artikel 56 is voorzien, maar het mandaat van 2 + 4 jaar, zooals voortvloeit uit de verlenging die artikel 2 van het ontwerp verleent.

Deze verlenging neemt de bovengenoemde bezwaren weg. Inderdaad, enerzijds wordt het tijdstip waarop de mandaten vervallen op een vasten datum gebracht : de mandaten der handelsrechters, in 1913 en 1914 op het gewone tijdstip gekozen, zullen vervallen, de eerste den 30^{sten} September 1919, de andere den 30^{sten} September 1920. Anderzijds, zal de beurtwisseling zonder eenige moeilijkheid geschieden : de gewone verkiezingen zullen dit jaar voor de uitgaande reeks plaats hebben, juist zooals vóór den oorlog; in 't kort, wordt artikel 4 aangenomen, dan zullen de rechtbanken van koophandel zich juist in 1919 en 1920 in denzelfden toestand bevinden dan waarin zij in 1915 en 1916 zouden hebben verkeerd ware de oorlog niet uitgebroken. Dit geldt ook wat de herkiesbaarheid betreft, daar het 2^o lid van artikel 4 hieraan toevoegt dat, te dien opzichte, geen rekening zal gehouden worden met de vier jaren bezetting.

Artikel 5 regelt een toestand waarin de wetgever dringend moet voorzien. De assisen van het eerste kwartaal 1919 moeten binnenkort geopend worden. Ten gevolge van de weigerende houding der bestendige deputatiën, konden de lijsten van gezworenen, die ter voldoening aan artikel 102 der wet op de rechterlijke inrichting opgemaakt hadden moeten worden, niet op den bepaalden tijd in gereedheid worden gebracht.

Reeds in 1917 zijn de bestendige deputatiën verplicht geweest, bij het opmaken van de in artikel 102 voorziene lijsten, te steunen op kiezerslijsten en op belastingstaten, die niet op het loopende jaar betrekking hadden. Uit de omstandigheden zijn deze redmiddelen onvoorwaardelijk goed te keuren. Doch in 1918 waren de bestendige deputatiën opgeheven door den wil van de bezettende macht, en zoo zijn de algemeene lijsten opgemaakt noch aan de voorzitters der rechtbanken van 1^{ste} aanleg verzonden kunnen worden, zooals voorgeschreven bij artikel 102 der wet. Onder deze voorwaarden is eene wet onontbeerlijk om de regelmatigheid te waarborgen der arresten die binnenkort door de Hoven van Assisen moeten gewezen worden. Het eenvoudigste is te beslissen dat de lijsten van gezworenen, door de Hoven van Beroep op het einde van 1917 voorgoed vastgesteld voor den dienst van de jury van het volgende jaar, gebruikt zullen worden ter aanwijzing door het lot van de gezworenen voor het jaar 1919. Dit is het doel van artikel 3.

Wat betreft de bij artikel 108 voorziene aanwijzing door het lot der vier toegevoegde gezworenen, daar het een vaste stelregel is dat die loting niet tusschen de in de hoofdplaats verblijfhoudende gezworenen, die op de overeenkomstig de artikelen 103 en 104 verminderde lijst gehandhaafd werden, plaats moet hebben, doch tusschen al de burgers die in de hoofdplaats verblijf houden en voorkomen op de oorspronkelijke lijst der gezworenen (zie *Pandectes belges*, V° *Cour d'assises*, n° 363), bepaalt het 2° lid van art. 3 dat gebruik zal gemaakt worden van de algemeene lijsten die het laatst door de bestendige deputatiën werden opgemaakt.

Er zijn trouwens maatregelen noodig, niet alleen om het houden der Assisen gedurende het loopende jaar toe te staan, maar om deze in de gelegenheid te stellen de zware taak te verrichten, die hen wacht. Door de opheffing der nationale rechtscolleges is een groot aantal lijfstraffelijke zaken hangende gebleven.

Ten andere is ongelukkig de beroerde tijd die wij beleven aanleiding geweest tot een zeer groot aantal bijzondere misdrijven, die door de overgangsbepaling van het tegenwoordig wetsontwerp onttrokken worden aan de bevoegdheid der militaire rechtsmacht, iets dat vroeg of laat het geval ware geweest wanneer de staat van beleg werd opgeheven.

Achterstal in rechtszaken is steeds ongewenscht, maar in dit geval, waarbij de eer, de vrijheid en zelfs het leven der burgers op het spel staan, heeft het bijzonder ernstige gevolgen.

Ten einde de achterstallige zaken ten spoedigste af te wikkelen — en ook om eene herhaling van dien toestand in de toekomst te voorkomen — wordt door de artikelen 6, 7, 8 en 9 voorzien dat meerdere Hoven van Assisen desnoods ingericht kunnen worden. De eerste voorzitter van het Hof van Beroep zal mogen beslissen of één of meer Hoven van Assisen dienen ingericht, dewelke, hetzij in dezelfde hoofdplaats, hetzij in de hoofdplaatsen van andere gerechtelijke arrondissementen derzelfde provincie bijeen zullen komen.

Voor het overige wordt niet afgeweken van de wetten betreffende het samenstellen en het houden van Hoven van Assisen, noch van deze betreffende de behandeling en de berechting der zaken.

Artikel 9 brengt echter eene wijziging aan den tekst van artikel 92, 3^o, toe, zoodat meer vrijheid gelaten wordt in de keus van den ambtenaar van het openbaar ministerie. Voortaan zal als Openbaar Ministerie kunnen optreden hetzij de Procureur-generaal of één zijner substituten, hetzij de Procureur des Konings of één zijner substituten, en wel zelf in de provincie waar het Hof van Beroep zijn zetel heeft. De tekst bepaalt dat aan den ambtenaar van het Openbaar Ministerie door den Procureur-generaal opdracht moet worden gegeven. Het is wel verstaan dat deze opdracht niet uitdrukkelijk moet worden gegeven en blijkt uit de enkele tegenwoordigheid van den afgevaardigden magistraat. (*Cass.*, 8 Juni 1865. *Pas.*, p. 249.)

Artikel 10 wordt gewettigd door den toestand waarin de parketten bij de rechtbanken van 1^{ste} aanleg zich op dit oogenblik bevinden, die overlast zijn met zaken van allerlei aard welke zij moeten behandelen en berechten. De achterstal is aanzienlijk en is voornamelijk te wijten aan het feit dat de parketten, gedurende ongeveer negen maanden, hunne werkzaamheid hebben moeten staken.

In andere parketten is het aantal substituut-procureuren te gering opdat het mogelijk weze al de achterstallige zaken af te wikkelen.

Te dien aanzien is de toestand bij het parket van Brussel kenschetsend.

Eene op 24 Februari 1919 opgemaakte statistiek geeft de volgende cijfers te kennen :

1. Onderzoeken door het parket betreffende misdaden tegen de veiligheid van den Staat of in zake verdachte vreemdelingen, van 17 November 1918 tot 24 Februari 1919 : 9,000.

2. Misdaden tegen de veiligheid van den Staat, op 24 Februari 1919 bij de onderzoeksrechters aanhangig : 1,250.

Voor deze laatste zaken werden 500 betichten in voorloopige hechtenis bewaard.

3. Wat de misdrijven tegen het gemeene recht aangaat : van 1 Januari tot 24 Februari 1919 waren 6,254 processen-verbaal bij het Parket ingekomen ; den 24 Februari 1919, waren 3,855 zaken in onderzoek en 2,554 in staat te worden gevonnist.

Bij deze cijfers moet men nog ongeveer 20,000 rechtsbundels voegen, die het parket nog moet onderzoeken en die dagteekenen uit den tijd dat de gerechtelijke werkzaamheden waren geschorst.

Zulk een toestand komt niet alleen voor bij het parket van Brussel. Om daarin verbetering te brengen stelt het wetsontwerp een praktisch middel voor, dat niet bindend is voor de toekomst en toelaat het aantal substituut-procureuren voorloopig te vermeerderen in die parketten waar het noodig blijken mocht.

Dit middel bestaat hierin dat, voor den tijd van één jaar, aan de Regeering de macht wordt verleend om, in de parketten waar het noodig blijkt, bijgevoegde substituut-procureuren te benoemen, die wat tucht, bezoldiging en pensioen betreft, met de werkelijke substituten gelijkgesteld zullen worden en die in het kader der werkelijke substituten zullen treden naarmate

plaatsen openvallen. Zoo zal na verloop van tijd het aantal substituten teruggebracht worden tot het aantal bij de wet thans voorzien.

Het lijdt geen twijfel of de toenemende werkzaamheid der parketten van eersten aanleg, welke nog grooter worden zal door de bij het wetsontwerp voorziene aanstelling van bijgevoegde substituut-procureuren des Konings, zal eene merklijke vermeerdering van werk ten gevolge hebben voor de magistraten van het parket van het Hof van Beroep.

Door eene soortgelijke bepaling als wordt voorgesteld voor de parketten van eersten aanleg, verleent het wetsontwerp dan ook aan de Regeering het recht om bij de parketten-generaal bijgevoegde substituut-procureuren-generaal te benoemen. Krachtens artikel 11 zullen twee bijgevoegde substituut-procureuren-generaal te Brussel, één te Gent en één te Luik benoemd mogen worden.

Artikel 12 wijzigd de artikelen 189 en 190 der wet van 18 Juni 1869. Naar luid van deze artikelen nemen de magistraten op de rangslijst de plaats in, die hun, volgens de orde hunner benoeming, toekomt.

Het nieuwe artikel regelt den toestand van den magistraat die, na zijn ambt te hebben neergelegd, daarin wordt hersteld.

Moet hij op deze ranglijsten terug de plaats gaan innemen die hij vroeger bekleedde, of volgt hij in rang op zijne collega's, welke volgens de rangorde der benoemingen, eene plaats innemen die na zijne vroegere plaats komt?

In vele gevallen zou de tweede oplossing weinig rechtvaardig zijn; zij zou de magistraten waarvan sprake is in hunne rechtmatige belangen krenken en zou zelfs hunne bevordering in gevaar kunnen brengen.

Zonder onrechtvaardig te zijn zou men deze oplossing niet kunnen toepassen op de magistraten die, gedurende den oorlog, hunne oorspronkelijke functie hebben verlaten om aan den Staat hunne werkkraft aan te bieden voor een werkkring waar hunne diensten tijdelijk van grooter nut waren.

Het zou onrechtvaardig zijn indien deze magistraten, die ontslag hebben genomen uit hun vroeger ambt en daarin weder werden hersteld, niet meer den rang zouden bekleeden waarop hunne dienstjaren hun recht geven.

Door aan de Regeering de bevoegdheid toe te kennen om ieder magistraat, die in zijn vroeger ambt hersteld wordt, het voordeel te laten genieten van een koninklijk besluit, dat hem den rang waarop hij volgens het aantal zijner dienstjaren recht heeft, terugschenkt, lijkt het wetsontwerp de rechtmatige belangen te beschermen, terwijl het tevens toelaat elk geval afzonderlijk te overwegen.

De besluit-wet van 12 Juli 1913 betreffende de verlenging der mandaten van gerechtelijke of bestuurlijke orde, afhangende van het Ministerie van Justitie, wordt door artikel 15 ingetrokken en vervangen.

Het lijdt geen twijfel, dat, vooral wat de mandaten der handelsrechters betreft, het noodig is die besluit-wet te wijzigen; te dien opzichte, wordt het door artikel 4 van het wetsontwerp vervangen.

Het is echter niet minder waar dat, zelfs wat de onderzoeksrechters, de kinderrechters en het meerendeel der beambten betreft, die in de besluit-

wet zijn bedoeld, het verlengen van de mandaten « voor den duur van den oorlog », het is te zeggen voor een tijd van onbekenden duur, ernstige nadeelen met zich medebrengt. Het leek verkieslijk in de plaats van dit tijdsbestek, waarvan het einde niet te voorzien is, een vasten tijd van drie maanden te stellen, aanvang nemende op den dag waarop de wet in werking treedt.

Bij artikel 14 wordt, in oorlogstijd, aan de militaire rechters de bevoegdheid verleend om alle inbreuken te behandelen die met bespiedingsbedoe-lingen werden gepleegd. Waar wij te dien opzichte artikel 16 van de wet van 15 Juni 1899 aanvullen, bekrachtigen wij een algemeen aangenomen regel, waarbij aan den militairen rechter, die bijzonder aangewezen is om over de veiligheid van het leger te waken, opdracht wordt verleend om de in oorlogstijd gepleegde verspiedingszaken in behandeling te nemen.

Een onbetwisbaar rechtsbeginsel is het ook dat in artikel 15 wordt gehuldigd, bij welk artikel 26 der wet van 15 Juni 1899 wordt aangevuld : het is natuurlijk en logisch dat, in het geval van bedoelden samenhang, de gewone rechtsmacht boven de bijzondere rechtsmacht de voorkeur hebbe.

Ofschoon het oogenblik om den staat van beleg op te heffen nog niet gekomen schijnt, is de Regeering toch van oordeel dat, in den tegenwoordigen toestand van nationale herleving, niets de normale werkzaamheid der gewone rechtscolleges in den weg staat. Alleen de dringende noodzaak der verdediging wettigde de buitengewone bevoegdheid die, bij besluit-wetten van 11 oktober 1916 en van 16 november 1918, aan den militairen rechter in het in staat van beleg verklaarde gebied werd verleend.

Dergelijke noodzaak bestaat niet meer ; daarom stelt een overgangsbepaling een einde aan deze bevoegdheid, behalve wanneer het ten laste gelegde feit door een krijgsraad werd gevonnist vóór het in werking treden der nieuwe wet : in dit geval is het krijgsgerechtshof aangewezen om van het beroep kennis te nemen. In zake terugwerkende kracht, huldigt hier de tekst een regel die door de rechtspraak wordt toegepast.

Dezelfde bepaling regelt het lot der beschuldigten die, krachtens genoemde besluit-wetten, op dit oogenblik vóór den militairen rechter terechtstaan, en die zich in verloopige hechtenis bevinden : zij brengt hen weder onder de gewone rechtsmacht.

Voorgaande toelichting toont voldoende aan, dat het wetsontwerp dat u ter overweging wordt aangeboden, indien het niet van aard is om lange besprekingen uit te lokken, niettemin een werkelijk belang heeft. De Regeering is zoo vrij te verzoeken, dat het spoedig zou worden aangenomen. Mocht vertraging daarbij het geval zijn, vooral wat artikel 5 betreft, dan zouden de ernstigste belangen daardoor geschaad kunnen worden.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

PROJET DE LOI

contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice et modifiant l'article 6 des arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918 relatifs à l'état de guerre et à l'état de siège.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Lorsque, par suite des opérations militaires, un canton judiciaire a subi des destructions et des dévastations graves, le Roi peut, soit rattacher temporairement ce canton, en tout ou en partie, à un canton voisin, soit transférer le siège de la Justice de Paix dans une autre localité du même canton ou d'un canton voisin.

WETSONTWERP

tot vaststelling van maatregelen om de geregelde werking van het gerecht te verzekeren en tot wijziging van artikel 6 der besluit-wetten van 11 October 1916 en 16 November 1918 betreffende den staat van oorlog en den staat van beleg.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Wanneer in een rechterlijk kanton, ten gevolge der krijgsverrichtingen, zware vernielingen en verwoestingen zijn aangericht, kan de Koning tijdelijk dit kanton, geheel of ten deele, aan een naburig kanton toevoegen, of den zetel van het vrederecht naar eene andere plaats van hetzelfde kanton of van een naburig kanton overbrengen.

ART. 2.

Par dérogation aux articles 5 et 6 de la loi du 25 ventôse an XI, les notaires des arrondissements judiciaires d'Ypres et de Furnes, sont autorisés à instrumenter dans toute l'étendue de l'arrondissement où ils résident.

ART. 5.

Le Gouvernement est autorisé à assigner une résidence provisoire, même hors de leur ressort, aux notaires des arrondissements d'Ypres et de Furnes dont la résidence est détruite. Toutefois, la résidence provisoire ne peut être fixée hors des limites de l'arrondissement.

ART. 4.

Par dérogation à l'article 56 de la loi du 18 juin 1869, modifiée par l'article 4 de la loi du 24 juin 1913, le mandat des magistrats consulaires élus en 1913 et 1914, à l'époque ordinaire, est prorogé de quatre années. Les magistrats consulaires élus à d'autres époques, pour remplacer les précédents, achèveront le terme ainsi prorogé.

Il ne sera tenu aucun compte de ces quatre années au point de vue de la rééligibilité.

ART. 5.

Les listes de jurés définitivement arrêtées par les Cours d'appel à la fin de l'année 1917 pour le service du jury de l'année suivante, conformément à l'article 104 de la loi du 18 juin 1869, modifié par l'article 3

ART. 2.

Met afwijking van de artikelen 5 en 6 der wet van 25 Ventôse jaar XI, is het den notarissen uit de rechterlijke arrondissementen Yperen en Veurne, toegelaten hun ambt in gansch de uitgestrektheid van het arrondissement, waar zij hunne standplaats hebben, waar te nemen.

ART. 3.

De Regeering kan aan de notarissen uit de arrondissementen Yperen en Veurne, wier standplaats vernietigd is, eene voorloopige standplaats, zelfs buiten hun ambtsgebied, aanwijzen. Deze voorloopige standplaats mag echter niet buiten de grenzen van het arrondissement gelegen zijn.

ART. 4.

Met afwijking van artikel 56 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd door artikel 4 der wet van 24 Juni 1913, wordt het mandaat der in 1913 en in 1914 op het gewone tijdstip verkozen handelsrechters met vier jaar verlengd. De op andere tijdstippen, ter vervanging der vorige verkozen handelsrechters voleinden den aldus verlengden termijn.

Ten opzichte van de herkiesbaarheid wordt met deze vier jaar geen rekening gehouden.

ART. 5.

De lijsten van gezworenen, door de Hoven van beroep op het einde van het jaar 1917 voor den dienst der jury van het volgende jaar voorgoed vastgesteld overeenkomstig artikel 104 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd

de la loi du 22 février 1908, serviront au tirage au sort des jurés pendant l'année 1919.

Pour le tirage au sort des quatre Jurés supplémentaires prévus à l'article 108 de la loi du 18 juin 1869, modifié par l'article 3 de la loi du 22 février 1908, on utilisera les listes dressées en dernier lieu par les députations permanentes, conformément à l'article 102.

ART. 6.

Si le nombre ou l'importance des affaires renvoyées devant une Cour d'assises le requiert, il peut être formé plusieurs Cours d'assises dans la même province.

Ces cours siègent concurremment soit au même chef-lieu, soit aux chefs-lieux de différents arrondissements judiciaires.

ART. 7.

Le premier président de la Cour d'appel du ressort, statuant sur les réquisitions du Procureur général, décide s'il y a lieu d'appliquer cette mesure; en ce cas, il consigne sa décision dans l'ordonnance prévue par les articles 90, 91 et 92 de la loi d'organisation judiciaire et il délègue plusieurs membres de la Cour d'appel à l'effet de présider respectivement chacune des Cours d'assises ainsi constituées.

Dans ce cas, il est procédé conformément à l'article 108 de la loi du 18 juin 1869 modifié par l'article 3 de la loi du 22 février 1908 à un tirage au sort du jury de session ou de série pour chacune des Cours d'assises.

door artikel 3 der wet van 22 Februari 1908, worden gebruikt ter aanwijzing bij loting van de gezworenen tijdens het jaar 1919.

Ter aanwijzing bij loting van de vier bijgevoegde gezworenen, bij artikel 108 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd door artikel 3 der wet van 22 Februari 1908, voorzien, wordt gebruik gemaakt van de lijsten door de bestendige deputatiën laatstelijk opge maakt overeenkomstig artikel 102.

ART. 6.

Waar het aantal of het gewicht der vóór een Hof van Assisen gebrachte zaken dit eischt, kunnen in dezelfde provincie verscheidene Hoven van assisen worden opgericht.

Die Hoven komen tegelijkertijd hetzij in dezelfde hoofdplaats, hetzij in de hoofdplaatsen van verscheidene rechterlijke arrondissementen bijeen.

ART. 7.

De eerste Voorzitter van het Hof van Beroep van het rechtsgebied, beschikkende op de vordering van den Procureur-Generaal, beslist of deze maatregel dient toegepast; in dit geval legt hij deze beslissing vast in het bevelschrift, bij de artikelen 90, 91 en 92 der wet op de rechterlijke inrichting voorzien, en geeft aan verscheidene leden van het Hof van beroep opdracht om respectievelijk ieder der aldus ingestelde Hoven van assisen voor te zitten.

In dit geval wordt, overeenkomstig artikel 108 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd door artikel 3 der wet van 22 Februari 1908, overgegaan ter aanwijzing bij loting van de jury van den zittijd of van de reeks voor elk Hof van assisen.

ART. 8.

Le premier président de la Cour d'appel du ressort fait entre les diverses Cours d'assises d'une même province la distribution des différentes causes renvoyées, aussitôt que seront intervenus les arrêts de renvoi.

ART. 9.

L'article 92 de la loi du 18 juin 1869 est modifié comme suit :

« 5^o Du procureur général ou d'un officier du ministère public délégué par lui et choisi, soit dans le Parquet d'appel, soit dans le Parquet de première instance de l'arrondissement où siège la Cour d'assises. »

ART. 10.

Pendant le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Roi peut nommer, auprès de chaque tribunal de première instance, un substitut du Procureur du Roi de complément. Il en peut nommer plusieurs auprès des tribunaux de 1^{re} instance où il y a plusieurs substituts du Procureur du Roi, sans que leur nombre puisse dépasser le tiers du nombre légal actuel des substituts effectifs. Les substituts du Procureur du Roi de complément sont choisis parmi les personnes réunissant les conditions légales pour être nommés substituts du Procureur du Roi.

Les substituts du Procureur du Roi de complément prendront rang dans l'ordre de leur nomination, sans pres-

ART. 8.

De Eerste Voorzitter van het Hof van beroep van het rechtsgebied verdeelt onder de verscheidene Hoven van Assisen in een zelfde provincie de verschillende vóór het Hof verzonden zaken, zoodra de arresten tot verzending gevallen zijn.

ART. 9.

Artikel 92 der wet van 18 Juni 1869 is als volgt gewijzigd :

« 5^o Den Procureur-Generaal of een door hem afgevaardigden ambtenaar van het Openbaar Ministerie, gekozen hetzij uit het parket van het Hof van beroep, hetzij uit het parket van 1^o aanleg van het arrondissement waar het Hof van assisen zetelt. »

ART. 10.

Gedurende den tijd van één jaar, ingaande met het in werking treden dezer wet, kan de Koning, bij elke rechtbank van eersten aanleg een bijgevoegd substituut-procureur des Konings aanstellen. Bij de rechtbanken van eersten aanleg waar verscheidene substituut-procureuren des Konings zijn, kan hij er verscheidene aanstellen zonder dat hun aantal het derde van het tegenwoordig wettelijk aantal der werkelijke substituut-procureuren moge te boven gaan. De bijgevoegde substituut-procureuren des Konings worden gekozen uit de personen die voldoen aan al de wettelijke voorwaarden om tot substituut-procureur des Konings benoemd te kunnen worden.

De bijgevoegde substituut-procureuren des Konings nemen, volgens de orde hunner benoeming en zonder

tation nouvelle de serment, dans le cadre des substituts du Procureur du Roi près le Tribunal auquel ils sont affectés, et ce au fur et à mesure des vacances qui se produiront.

Les substituts du Procureur du Roi de complément sont assimilés aux substituts effectifs au point de vue des attributions, de la discipline, des traitements et de la pension.

ART. 11.

Pendant le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Roi peut nommer auprès des Cours d'Appel de Gand et de Liège un substitut du Procureur général de complément et, auprès de la Cour d'Appel de Bruxelles, deux substituts du Procureur général de complément, choisis parmi les personnes réunissant les conditions légales pour être nommées substituts du Procureur général.

Les substituts du Procureur général de complément prendront rang dans l'ordre de leur nomination et sans prestation nouvelle de serment, dans le cadre des substituts du Procureur général près la Cour à laquelle ils sont affectés, et ce, au fur et à mesure des vacances qui se produiront.

Les substituts du Procureur général de complément sont assimilés aux substituts du Procureur général effectifs au point de vue des attributions, de la discipline, des traitements et de la pension.

ART. 12.

Tout magistrat de l'ordre judiciaire qui, après avoir cessé ses fonctions, y est réintégré, peut être autorisé par

nieuwe eedaflegging, rang in het kader der substituut-procureuren des Konings bij de rechtbank waaraan zij verbonden zijn, en wel naar gelang van de openvallende plaatsen.

De bijgevoegde substituut-procureuren des Konings zijn, wat bevoegdheid, tucht, bezoldiging en pensioen aangaat, gelijkgesteld met de werkelijke substituut-procureuren des Konings.

ART. 11.

Gedurende den tijd van één jaar, ingaande met het in werking treden dezer wet, kan de Koning bij de Hoven van beroep te Gent en te Luik een bijgevoegd substituut-procureur-generaal en, bij het Hof van Beroep te Brussel, twee substituut-procureuren-generaal aanstellen, gekozen uit de personen die voldoen aan al de wettelijke voorwaarden, om tot substituut-procureur-generaal benoemd te kunnen worden.

De bijgevoegde substituut-procureuren-generaal nemen, volgens de orde hunner benoeming en zonder nieuwe eedaflegging, rang in het kader der substituut-procureuren-generaal bij het Hof waaraan zij verbonden zijn, en wel naar gelang der openvallende plaatsen.

De bijgevoegde substituut-procureuren-generaal zijn, wat bevoegdheid, tucht, bezoldiging en pensioen aangaat, gelijkgesteld met de werkelijke substituut-procureuren-generaal.

ART. 12.

Ieder magistraat van de rechterlijke orde, die, na zijn ambt te hebben neergelegd, weder in zijn ambt wordt

arrêté royal à reprendre sur les listes de rang prévues aux articles 189 et 190 de la loi du 18 juin 1869 la place qu'il y aurait occupée s'il ne les avait pas quittées.

ART. 13.

Sont prorogés pour une durée de trois mois à compter du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, les mandats des juges d'instruction, des juges des enfants et généralement tous les mandats d'ordre judiciaire ou administratif dépendant du Ministère de la Justice, dont le renouvellement exigerait un arrêté royal ou ministériel.

L'arrêté-loi du 12 juillet 1913 est abrogé.

ART. 14.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 16 de la loi du 13 juin 1899, comprenant le titre premier du Code de procédure pénale militaire : « Il en est de même des auteurs et complices de toutes infractions commises dans un but d'espionnage. »

ART. 15.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 26 de la même loi : « Lorsqu'une infraction qui ressortit à la juridiction militaire est connexe à une infraction qui ressortit à la juridiction ordinaire, elles sont jugées l'une et l'autre par la juridiction ordinaire. »

gesteld, kan, bij koninklijk besluit, machtiging bekomen om op de ranglijsten, bij de artikelen 189 en 190 der wet van 18 Juni 1869 voorzien, de plaats te harnemen welke hij zou hebben bekleed indien hij zijn ambt niet had neergelegd.

ART. 13.

Met drie maand, ingaande met den dag waarop deze wet in werking treedt, worden de mandaten verlengd van de onderzoeksrechters, de kinderrechters en over het algemeen al de mandaten van rechterlijken of administratieven aard, die van het Ministerie van Justitie afhangen, en die anders bij koninklijk of bij ministerieel besluit hernieuwd zouden behooren te worden.

De besluit-wet van 12 Juli 1913 is ingetrokken.

ART. 14.

Volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 16 der wet van 13 Juni 1899, inhoudende den eersten titel van het Wetboek van militaire strafvordering :

« Hetzelfde geldt voor de daders van en medeschuldigen aan alle inbreuken, gepleegd met het oog op verspieding. »

ART. 15.

Volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 26 derzelfde wet :

« Wanneer eene inbreuk, die tot de bevoegdheid der militaire rechtsmacht behoort, samenhangt met eene inbreuk die tot de bevoegdheid der gewone rechtsmacht behoort, worden beide door de gewone rechtsmacht berecht. »

Disposition transitoire.

Par dérogation aux arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918, relatifs à l'état de guerre et à l'état de siège, les crimes et délits prévus par les articles 101 à 156 et 322 à 326 du Code pénal seront, à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, jugés par la juridiction ordinaire dans tous les cas où la juridiction militaire n'est pas compétente en vertu du Code de procédure pénale militaire.

Toutefois, la Cour militaire connaîtra de l'appel, si la prévention a été jugée par Conseil de guerre, avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les inculpés soumis à la juridiction militaire par application des dits arrêtés-lois pour un de ces crimes et délits et qui sont détenus conformément au Code de procédure pénale militaire, seront mis en liberté, si, dans les quinze jours à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, un mandat d'arrêt n'a pas été décerné contre eux conformément à la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} avril 1919.

Overgangsbepaling.

Met afwijking van de besluit-wetten van 11 October 1916 en 16 November 1918, betreffende den staat van oorlog en den staat van beleg, worden de bij artikelen 101 tot 156 en 322 tot 326 van het Strafwetboek voorziene misdaden en wanbedrijven, door de gewone rechtsmacht, te rekenen van het in werking treden dezer wet, be-recht telkens de militaire rechtsmacht krachtens het wetboek van militaire strafvordering niet bevoegd is.

Het krijgsgerechtshof neemt evenwel kennis van het beroep, indien over het ten laste gelegde feit door een krijgsraad werd uitspraak gedaan vóór het in werking treden dezer wet.

De, ter zake van een dezer misdaden en wanbedrijven, bij toepassing van gemelde besluit-wetten, vóór den militairen rechter gebrachte beschuldigden, die overeenkomstig het Wetboek van militaire strafvordering gevangen zijn gezet, worden in vrijheid gesteld indien, binnen vijftien dagen na het in werking treden dezer wet, geen bevel tot aanhouding tegen hen werd uitgevaardigd overeenkomstig de wet van 20 April 1874 op de voorloopige inhechtenisneming.

Gegeven te Brussel, den 1^{er} April 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.